



Soutien aux syndicalistes de l'université de Resita (Roumanie)

Nous avons reçu une correspondance de Roumanie adressée par Rudolf Cristian, professeur d'université, président du Syndicat FIRES de l'Université Eftimie Murgu de la ville de Resita en Roumanie.

Dans le cadre de dix années de pré-adhésion à l'Union européenne, l'Université de Resita présente un triste bilan de mesures et pratiques illégales réalisées par le management contre les salariés : entre 2012 et 2019 des centaines d'employés de cette université ont été systématiquement spoliés de leurs droits comme salariés et comme citoyens.

L'ouverture des pays de l'UE a favorisé le départ d'universitaires à l'extérieur de la Roumanie et pendant ce temps le nombre des étudiants a chuté.

Les salariés se sont mobilisés et mené la lutte. Ils ont traduit en justice l'administration de l'université et aussi le ministère de l'Éducation nationale roumaine. Ils ont gagné et reçu l'engagement du versement de compensations matérielles importantes, mais que les parties perdantes du procès, l'université et le ministère, n'ont pas encore payé en totalité. Un second procès pour l'annulation des décisions illégales de l'université de Resita concernant les salaires a été engagé. Ces décisions entendent mettre en œuvre la diminution de la semaine de travail de 5 à 4 jours avec diminution des traitements de 20%. Le service d'enseignement a été augmenté de 11-12 heures à 15-16 heures par semaine sans consulter le syndicat. Il n'existe pas de convention collective de travail au niveau de l'université Eftimie Murgu. De novembre 2017 jusqu'à janvier 2018, le Syndicat FIRES a essayé de négocier une telle convention mais les conditions que le management de l'université a voulu imposer aux salariés ont été inacceptables.

Les locaux du syndicat ont été vandalisés et des documents détruits en 2013. Par la suite, le syndicat a subi de nombreuses tentatives d'intimidations, de pressions (accusations de corruption, tentative de licenciement...), et même des attaques physiques contre le président du syndicat qui se présentait à des élections universitaires. En 2019, il a subi des menaces de mort à l'encontre de sa famille.

La correspondance syndicale, tant imprimée qu'électronique, avec d'autres syndicats et avec la fédération nationale enseignante Alma Mater a été systématiquement violée en 2019.

La CGT FERC Sup soutient sans réserve la juste lutte des personnels pour l'amélioration de leurs conditions de travail et l'obtention de garanties collectives. Elle apporte son soutien au syndicat FIRES de l'Université Eftimie Murgu de la ville de Resita en Roumanie. Elle condamne fermement toute attaque contre les activités syndicales et toute atteinte contre les droits syndicaux. En Roumanie comme en France et partout dans le monde, les intimidations et la répression syndicale sont inacceptables.

Montreuil, le 4/07/2019

Voté au Bureau National CGT FERC Sup,
14 Pour, 1 Abstention